

L'IMPACT DE LA PANDEMIE COVID-19 SUR LE CAPITAL HUMAIN EN AFRIQUE - CAS DES PAYS DU MAGHREB-ARABE

El Mehdi JABBARA

Université Mohammed V de Rabat, Maroc

jab.elmahdi@gmail.com

&

Badr SADOUK

Université Mohammed V de Rabat, Maroc

badresadouk@sfr.fr

Résumé : Cet article présente essentiellement une revue de littérature qui traite de l'importance du capital humain comme catalyseur de toute nation. Ce dernier impact positivement sur la création des richesses et contribue à la croissance économique des pays, chose qui justifie l'importance de l'investissement qui lui est réservé, puisqu'il ne fait aucun doute que le capital humain reflète le pouvoir de l'État et sa force en termes de puissance économique (et militaire) car, il est considéré comme l'un des facteurs importants dans la production nationale. Cette importance s'est démontrée dans la gestion de pandémie de Covid-19 que vit le monde depuis l'année 2020. Le moins que nous puissions dire, c'est qu'elle nous a fait poser beaucoup de questions sur les priorités et les nécessités de notre survie et nous a fait prendre conscience qu'il est plus que jamais important de prêter davantage attention à l'investissement dans le capital humain en Afrique et précisément au Maghreb arabe.

Mots clés : capital humain, croissance économique, pandémie, compétitivité, gestion des crises.

Jel classification : J2, D2, O3, O4

Abstract : This research presents a literature review that discusses the importance of human capital as a catalyst for any nation who impact positively on the creation of wealth and contributes to the economic growth, which justifies the importance of the investment reserved for it because there is no doubt that he reflects the power of the State and its strength in terms of economy, as it is considered one of the important factors in the national production of the state. This importance is demonstrated in the management of the Covid-19 pandemic and made us ask many questions about the priorities and the necessities of our existence and made us realize that it is more than ever important to pay more attention to the importance of investing in human capital in Africa and specifically in the Arab Maghreb.

Keywords : Human capital, economic growth, Pandemic, competitiveness, crisis management.

Jel classification : J2, D2, O3, O4

Introduction

Depuis des siècles, la planète entière s'est montrée préoccupée par la stimulation de la croissance économique à travers l'investissement dans le capital physique comme les infrastructures (routes, ports, aéroports, ponts, ...) et les installations (énergies, réseaux, assainissement, ...) laissant de côté toute initiative en faveur du capital immatériel (Ressources humaines, recherche, innovation, éducation, santé, ...) considéré souvent comme une perte d'argent et de performance, voire aussi une charge et une dépense inutile et difficiles à mesurer.

Cependant, l'essor des relations économiques internationales suite à la globalisation des économies et l'ouverture des marchés rendant les nations plus compétitives à la recherche de nouvelles opportunités et par conséquent, des facteurs de production pour la réalisation des économies d'échelle, ainsi la concurrence et l'exigence de la demande d'emploi a accentué depuis plus de trois décennies, un intérêt particulier au capital humain par l'amélioration des compétences et la valorisation de leurs acquis à travers le développement technique et technologique.

En conséquence, plusieurs pays, organisations et institutions internationales ont concentré ces dernières années, leurs politiques et efforts sur le développement durable et le développement du capital humain. Le champ de la croissance économique se voit aujourd'hui élargi et englobe plusieurs facteurs. Les États et d'autres acteurs internationaux tentent de développer de nouveaux modèles de croissance économique à long terme afin de surmonter les problèmes de la décroissance et de la récession. Une décennie après la crise financière de 2008, le fardeau de la dette, des niveaux insoutenables d'inflation et de chômage et des inégalités demeurent parmi les principaux problèmes qui tracassent le monde en raison du ralentissement de la productivité qui est considérée la cause de la diminution de la croissance économique.

Comme c'était le cas en 2008 lors de la crise économique mondiale considérée la plus violente depuis 1929, il ne fait aucun doute que l'année 2020 propagée par la pandémie de Covid-19 prendra un tournant décisif dans l'histoire humaine, impactant sur les divers aspects de la vie que ce soit économique ou social et jetant ainsi une ombre sur

tous les secteurs de travail où les pays, les institutions et les entreprises ont été mises à rude épreuve, en affrontant le virus et en continuant à fournir les prestations et les services, tout en préservant la santé et la sécurité des employés et des citoyens.

La pandémie de coronavirus a subséquentement porté un coup sévère à une économie mondiale déjà fragilisée, d'une ampleur économique et sociale perçu dès les premiers mois du confinement, où plus de 150 pays avaient suspendu toute activité (fermeture des lieux de travail et des écoles, annulation des manifestations et des événements, restriction de circulation et de voyage,...) afin de contenir la propagation de l'épidémie.

Les fermetures obligatoires, ainsi que la distanciation sociale ont eu un impact majeur sur l'économie et le commerce partout dans le monde, les pertes enregistrées sont importantes surtout avec la vulnérabilité macroéconomique déjà existante qui rend les marchés émergents et les pays en développement vulnérables aux turbulences économiques et financières, ce qui limite la capacité et l'efficacité d'intervention de toute initiative de relance. Même avec un soutien politique, les retombées économiques de la pandémie de coronavirus devraient selon la continuité et l'évolution du virus être durables.

Sur cette base, la question principale à laquelle cette revue de littérature tente de répondre est la suivante : Quel est l'impact de la pandémie du Covid 19 sur le capital humain en Afrique et précisément quelles sont les stratégies de résiliences développées par les acteurs des pays du Magreb arabe en vue d'y faire face ? De ce fait, ce travail a pour but, d'une part, de mettre en exergue l'apport du capital humain à la croissance économique et, d'autre part, d'étudier et de mesurer cette synergie dans le cadre des crises et des épidémies comme celle de la pandémie du Covid-19. Pour ce faire, nous procéderons, tout d'abord à une mise en lumière des soubassements théoriques de la croissance économique et du capital humain, suivie par une étude d'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur le capital humain. Dans ce point de vue, nous allons discuter des implications potentielles du facteur humain dans la gestion de cette crise.

1. Les soubassements théoriques du capital humain et de la croissance économique

Les chercheurs théoriciens du courant de la croissance économique, comme Lucas, Barro, et Romer (1986), ont développé un modèle de croissance économique augmenté du capital humain, capital public et l'état de la technologie, en démontrant le rôle important du capital humain dans la stimulation de la croissance économique qui est basée sur des facteurs classiques comme le travail et le capital, le capital humain et la technologie.

Depuis l'époque d'Adam Smith (1780), la majorité des économistes affirment que les compétences de la main-d'œuvre d'un pays constituent l'un de ses principaux atouts concurrentiels. La théorie du capital humain a en effet contribué à expliquer la croissance économique et la formation des rémunérations individuelles. Elle suppose que les individus puissent améliorer leur productivité par des actes volontaires d'investissement dans l'éducation ou la formation, ainsi la différence de revenus du travail reflète le fait que les individus ne font pas les mêmes investissements dans ce sens.

Selon les nouvelles théories, le capital humain est un facteur déterminant de la croissance économique et met à cet effet l'accent sur le rôle critique que jouent les premières années de l'enfance dans la préparation et la formation d'adultes actifs et productifs, ainsi Stiglitz J. (2007) définit le capital humain comme : « *L'ensemble des compétences et d'expériences accumulées qui ont pour effet de rendre le processus plus rentable et productifs* ». Samuelson P-A. et Nordhaus W-D., (2000) le définissent comme « *Un stock de connaissances et de compétences techniques caractérisant la main-d'œuvre d'un pays et résultant d'investissements dans l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie* ».

Si nous pouvons dire que la qualité du travail influence la croissance, la théorie économique a pendant longtemps considéré le travail comme un simple facteur de production, appréhendé uniquement dans sa dimension quantitative. C'est avec les nouvelles approches théoriques du capital humain que l'en considère qu'une dépense dans la formation d'un individu peut améliorer son niveau et augmentera sa performance, sa productivité et impactera son rendement et son revenu.

A l'heure actuelle, les efforts déployés par les Etats sont axés sur le développement durable centré sur l'homme, sans qui, les organisations ne peuvent pas exister. Il est indispensable à leur pérennité et à leur évolution, chose qui constitue l'une des préoccupations des pouvoirs publics, garantissant le développement soutenable de leur économie. De ces faits, quelques points de réflexions surgissent : le capital humain contribue-t-il de manière significative à la croissance économique ? La croissance économique est-elle uniquement induite par le résultat de l'accumulation des capitaux ?

Les théoriciens de la croissance endogène expliquent la croissance économique comme étant interne à l'économie d'où l'appellation « endogène ou auto-entretenu », ce qui veut dire que c'est l'économie qui crée la croissance économique à travers l'accumulation des capitaux et l'externalité positive.

Dans la théorie du capital humain, la croissance s'explique aussi par une hausse du stock de capital humain, Schultz T., (1961) a montré qu'il existe un lien entre la croissance des pays développés et l'investissement dans le capital humain, notamment dans l'éducation par le biais d'une meilleure éducation et du développement des capacités et des compétences qui devrait être renforcé. Ainsi, il importe d'anticiper les besoins et les lacunes en matière de compétences afin d'adapter davantage les connaissances, les compétences et les aptitudes aux besoins de la société et de l'économie, de manière à renforcer la compétitivité et la croissance. Il fait valoir que les connaissances et les compétences sont une forme de capital et qu'il est le résultat d'un investissement volontaire.

A son tour Becker G., (1964) définit le capital humain comme un stock de ressources productives incorporées aux individus eux-mêmes, constitué d'éléments aussi divers que le niveau d'éducation, de formation et d'expérience professionnelle, l'état de santé ou la connaissance du système économique. Les facteurs de la croissance économique sont nombreux selon les théoriciens économistes classiques et néoclassiques, ces facteurs sont principalement au nombre de trois, en plus de l'augmentation du facteur travail et l'accumulation du capital, la croissance économique intensive fait appel au

progrès technique qui désigne une amélioration qualitative des facteurs de production. Il améliore le rapport entre la production totale de facteurs (PGF) et le volume utilisé.

Pour les néo-classiques, la PGF mesure l'accroissement de richesse, elle intervient donc comme un troisième facteur. Selon cette approche (le modèle de Solow), mise au point par Robert Solow (1987), le progrès technique est exogène, il est donné tel une « manne tombée du ciel », qui met en évidence que la croissance vient du progrès technique, mais qui n'explique pas ni pourquoi ni comment.

Le progrès technique est le point de divergence entre le modèle de la croissance exogène et le modèle de la croissance endogène, ce dernier courant représenté par Paul Romer, Robert Barro et Robert Lucas, qui considèrent le progrès technique comme endogène. Romer P. (1986) met au point une théorie qui explique la croissance économique à partir des processus et des décisions microéconomiques disant que la croissance est basée sur les investissements en R&D et l'incorporation de nouvelles technologies.

Dans un cadre d'étude microéconomique, les économistes insisteront sur les variables endogènes du progrès technique. Lucas R. (1988) met en avant l'accumulation du capital humain comme un autre facteur essentiel de la croissance. Il dépend du niveau de la santé et de l'éducation de la population active. Ainsi, l'accumulation des connaissances et l'incorporation de nouvelles technologies va permettre une meilleure éducation pour la population et à l'inverse, la population éduquée contribuera à l'amélioration des technologies. Barro R. (1996) à cet effet, souligne le rôle positif des investissements publics et que l'élévation du niveau de formation constitue une source durable de la croissance aussi bien que l'augmentation du stock de capital humain est un processus cumulatif : lorsque les connaissances de base sont assimilées, il est alors plus facile d'acquérir de nouvelles connaissances.

La formation professionnelle continue est devenue le long life learning (formation tout au long de la vie). Cela donne une place fondamentale à la valorisation du capital humain, on assiste alors à une croissance progressive des budgets réservés à la formation continue passant du concept de « personnel » au « ressources humaines »

au « capital humain », la promotion systématique du potentiel humain permet d'exploiter le seul avantage comparatif.

Les pays tel que le Japon, la Corée, le Taïwan, et la Chine, ont financé, par eux-mêmes, les investissements en capital physique dont ils avaient besoin, et surtout les investissements en capital humain. L'élévation générale du niveau d'éducation et de formation par toutes les recherches contemporaines ont démontré qu'ils expliquaient l'essentiel de la croissance économique à long terme.

2. La pandémie de la Covid 19 : effets et stratégies de résilience des acteurs au niveau du Maghreb-arabe

Après l'adoption de l'état d'urgence sanitaire, le monde s'est littéralement arrêté, la pandémie de Covid-19 a causé la fermeture des aéroports et des ports, la suspension du transport international ce qui a mené à l'interdiction de la circulation des personnes entre les pays, afin de limiter la propagation du virus. Cependant, pour des raisons d'utilité publique, plusieurs secteurs (santé, sécurité, industrie,...) ont été contraints de travailler malgré l'épidémie. Face à cette situation, tous les pays sans exception, ont été touchés ; ce qui a engendré une fermeture soudaine des frontières et par conséquent la suspension de toutes activités commerciales dont les matières et matériels utiles laissant ainsi libre cours au développement par des acteurs divers, d'initiatives, d'actions ou toutes inventions susceptibles d'aider à réduire la propagation du virus et faciliter la tâche des médecins et des spécialistes du secteur. Comme le proverbe le dit : « Le besoin est un grand ouvrier des inventions ». Ainsi, des produits domestiques ont vu le jour et les entreprises nationales ont pu produire les articles nécessaires pour combattre l'épidémie (désinfectants, bavettes, applications,...).

Au Maroc, par exemple, le pays à travers ses PMI, a pu fabriquer localement un respirateur artificiel. Cette invention a ainsi permis de satisfaire les besoins des populations en masque protecteur du virus. Non loin du Maroc, l'Algérie, dans le même contexte, a produit un stérilisateur qui fonctionne sans contact et qui permet la

stérilisation des mains grâce à un capteur thermique. En Tunisie, a été inventé un robot unique dont la mission première est de maintenir les liens sociaux entre les patients des hôpitaux et leurs familles sans proximité physique pour réduire le risque d'infection.

Ces inventions viennent en réponse à une demande urgente et pressante, c'est la raison pour laquelle elles sont sous des formes primaires et peuvent être développées et investies de manière plus sérieuse et professionnelle comme le cas du Maroc qui durant la pandémie a su commercialiser et vendre les masques qu'il a fabriqués après avoir dépassé la production qui répond à son besoin.

En plus des mesures prises par les États, des initiatives volontaires ont émergé des individus et des associations ont participé à de nombreux travaux caritatifs qui couvraient les besoins sociaux de la population, à travers lequel ils ont fourni une aide matérielle importante dans les diverses zones (urbaines et rurales), permettant ainsi aux familles pauvres les plus touchées par la pandémie d'acheter leurs besoins pendant la période de confinement.

L'épidémie de Corona virus a fortement souligné sur quoi nous pouvons compter pour faire face à diverses crises surtout, les crises sanitaires. Outre, les secteurs vitaux, en particulier l'éducation, la santé, la sécurité et la fourniture de divers moyens pour y atteindre une qualité élevée, et les pays de l'Afrique du Nord sont un exemple, car nous pouvons bénéficier de ses expériences et en tirer des enseignements.

Cette épidémie a redonné au secteur de la santé toute son importance, une importance qui était liée à la taille de ce que les pays dépensent pour les soins de santé dans leur pays. Selon les données publiées par la Banque mondiale (2018) sur les soins de santé dans le monde arabe, le Qatar est le pays qui dépense le plus sur ses citoyens à un taux de 2106 \$ par personne, tandis que la Mauritanie est arrivée en dernier rang (48,8 \$ par personne), l'Algérie dépense quant à elle, 361 \$ par personne, la Tunisie 305,3 \$ et le Maroc 190,1 \$ par personne, selon les données de la Banque Mondiale.

La Banque mondiale pour la région Afrique (2020) déclare que : « *Investir dans l'Homme est nécessaire pour tenir la promesse de développement. C'est aussi simple que cela. Par*

conséquent, nous avons aidé les pays d'Afrique avec plus de 2,2 milliards de dollars financés par la Banque mondiale pour investir dans la santé ».

Le secteur de la santé et des professions sociales emploie 136 millions de personnes dans le monde qui travaillent en première ligne de la lutte contre Covid-19. Selon le rapport de l'Organisation Internationale de Travail (OIT, 2020), le monde devrait voir des suppressions d'emplois pour près de 200 millions d'employés à temps plein au cours des 3 prochains mois seulement après la survenue de la pandémie de Covid-19. Un avertissement intervient environ 3 semaines après que l'Organisation s'attend à ce que 25 millions d'emplois soient menacés par Covid-19, en particulier après l'imposition de fermetures totales ou partielles dans de nombreux pays, et l'impact que cela a sur 2,7 milliards de travailleurs, soit 4 sur chaque 5 de la main-d'œuvre mondiale.

Le même rapport de l'OIT (2020) a ajouté que bien que toutes les régions du monde souffrent de la crise provoquée par le virus, les pays d'Afrique et surtout les pays arabes et ceux de l'Europe ont connu le pire impact dans le domaine de l'emploi en termes relatifs. Les pertes les plus importantes en nombre se concentrent en Asie et dans le Pacifique, qui est la région la plus peuplée du monde. La même source indique les quatre principaux secteurs dans lesquels les travailleurs sont les plus touchés par la pandémie et par la baisse de la production :

- Le secteur du commerce englobant les grossistes et les détaillants (plus de 582 millions) ;
- Le secteur industriel (plus de 463 millions) ;
- Le secteur agroalimentaire et touristique (plus de 144 millions de travailleurs) ;
- Le secteur des prestations des services (plus de 157 millions).

L'OIT, dans le même rapport, note que tous ces secteurs constituent 37,5 % de l'emploi mondial et les travailleurs de ces secteurs ressentent plus que d'autres aujourd'hui la gravité de l'impact de la pandémie sur eux. Ce qui justifie la déclaration du Président de l'Organisation : « *Nous devons assurer la protection de ces travailleurs et leur fournir des outils de prévention appropriés* ».

Le rapport indique aussi, que quel que soit le lieu de résidence dans le monde et le secteur d'activité, la crise a des effets dramatiques sur la main-d'œuvre du monde entier. Il précise en outre que la crise émergente de la pandémie de Covid-19 devrait annuler 6,7 % du nombre total d'heures de travail dans le monde au second semestre 2020, ce qui équivaut à 195 millions d'emplois à temps plein, dont 35 millions dans les pays en développement. En guise de riposte à la pandémie, l'OIT (2020) a invité les États à formuler des politiques, qui visent à fournir une assistance immédiate aux entreprises et aux travailleurs pour protéger leurs moyens de subsistance, y compris les entreprises vitales du secteur économique, en particulier dans les secteurs touchés plus que d'autres, dans les pays en développement et les pays à revenu faible ou intermédiaire, notant que les services et les usines les plus touchés comprennent un pourcentage élevé de travailleurs à bas salaire dans un emploi informel, avec un accès limité aux services de santé et aux réseaux de sécurité et de bien-être fournis par le gouvernement. Il indique aussi que : « sans adopter de politiques appropriées, les travailleurs courent le risque de tomber dans la pauvreté et auront de plus grandes difficultés à retrouver leur emploi pendant la période de reprise ». Environ deux milliards de personnes travaillent dans des emplois informels, principalement dans les pays en développement, et des dizaines de millions de travailleurs travaillant dans des emplois informels ont été touchés par Covid-19 :

- Les vendeurs de rue ;
- Les travailleurs du secteur touristique et restauration ;
- Les travailleurs du secteur BTP ;
- Les transports ;
- Les travailleurs domestiques.

Dans la même perspective, le rapport de l'Organisation Mondiale de Santé (OMS) a spécifiquement mis en évidence quelque 400 millions de personnes travaillant dans des emplois informels courent le risque de sombrer dans la pauvreté d'autant plus que certaines mesures étatiques (visant à contenir la pandémie) indiquent la suspension provisoire de certaines activités de ces secteurs ; contraignant ainsi ses employés à retourner vivre dans les zones rurales.

Selon la Banque Mondiale (2018), cette situation dans les pays en développement et les pays moins avancés en général et dans les pays africains en particulier semble être fondée sur la base du capital humain et du progrès technique et technologique. Suivant l'Indice du Capital Humain à partir de 157 pays, les pays africains ont obtenu des positions très basses, à la queue du classement pour l'année 2018, les Îles Seychelles et les Îles Maurice sont les premières du continent africain réalisant la 43ème et 52ème position mondiale avec un indice de 0,68 et 0,63 respectivement, l'Algérie, le Kenya, la Tunisie et le Maroc vient à la 93ème, 94ème, 96ème et 98ème place mondial avec 0,52, 0,52, 0,51 et 0,50 respectivement et à la fin de la liste se trouve le Nigeria à la 157ème place mondial avec un indice de 0.34. Afin de renforcer ce constat, presque les mêmes résultats ont été obtenus au niveau de l'indice de développement humain.

Selon les études de Hulten (2000), Haji (2011) et Baudin (2015) basées sur le modèle de croissance endogène, augmenté par le capital humain réalisées sur un échantillon de pays développés, PED et PMA, nous pouvons constater que la contribution du capital physique est importante pour la stimulation de la croissance économique, une augmentation de capital physique de 1% pourra entraîner une croissance économique supplémentaire de 0,05 % pour les PED et de 0,30 %, pour les PMA. Tandis que cette contribution est négligeable, et non significative pour les pays développés, le même constat pour la contribution de travail pour tous les pays.

La contribution de capital humain à la croissance économique est surprenante, car une augmentation de capital humain de 1% entraîne une croissance économique supplémentaire de 0,71 %, de 0,5 %, et de 0,3 % pour les pays en voie de développement, pour les pays les moins avancés et pour les pays développés respectivement. Alors que la productivité globale des facteurs de production {PGF} est de 40,71 pour les pays développés, de 7,24 pour les pays en voie de développement et de 6,42 pour les pays les moins avancés.

Le taux de la contribution de capital humain à la croissance dans les pays développés, qui est inférieur par rapport aux pays en voie de développement, cela peut apparaître

contradictoire, mais nous pouvons l'expliquer par le fait que cela n'entre pas dans le même contexte, car le taux de la croissance dans les pays développés est faible, et peut atteindre l'état stationnaire facilement quant aux pays développés, ils disposent d'un stock de capital par personne très élevé comparativement aux pays en développement.

Ceci dit, il est actuellement important, pour les entreprises, de maintenir leurs employés parce que les crises passées ont montré à quel point le modèle d'intervention est important à long terme. Dans ce contexte, l'OIT (2020) a identifié quatre piliers comme priorités pour le rétablissement post-Covid 19 :

- Stimuler l'économie et l'emploi ;
- Soutien aux entreprises, emplois et revenus ;
- Protéger les travailleurs sur le lieu de travail.

Dans les pays du Maghreb-Arabe, sous une série de chocs, l'investissement dans les personnes est devenu un important agent de changement. En fait, cette importance a augmenté pendant la crise de la pandémie de Covid-19, car elle protège la vie et les moyens de subsistance des gens et les aide à traverser la tempête. La pandémie est un rappel important de l'importance et de l'utilité d'investir dans le capital humain.

S'exprimant à ce sujet, la Banque mondiale pour le développement humain (2018) a déclaré : « *Pour que chacun puisse tirer pleinement parti de ses potentiels et capacités, le renforcement du capital humain doit être au cœur des priorités de développement de chaque pays, et pas seulement pour les chanceux nés avec des avantages comparatifs. En termes de situation géographique, de sexe, de race ou de statut socio-économique* ».

Le renforcement du capital humain - quelque chose que les humains accumulent tout au long de leur vie - santé, connaissances, capacités, et compétences est essentiel pour permettre à tous les jeunes de tirer pleinement parti de leur potentiel. Cela est largement vrai dans toute l'Afrique, parmi les régions les plus peuplées du monde par les jeunes, qui connaît également certains des défis les plus difficiles en matière de capital humain. Par conséquent, en 2019, le Groupe de la Banque mondiale a lancé le Plan de capital humain pour l'Afrique afin de stimuler l'investissement et les réformes visant à améliorer le capital humain.

La croissance n'est pas une simple question d'accumulation des facteurs, le progrès technologique est primordial, c'est à cet effet que nous trouvons que la productivité globale des facteurs de production {PGF} est élevée dans les pays développés (40,71), comparativement aux pays en voie de développement et les pays les moins avancés (7,24 et 6,42 respectivement).

Les résultats de cette étude économétrique, nous enseignent aussi que le progrès technique, notamment le niveau de la technologie, est un facteur déterminant dans la croissance économique, plusieurs modèles des pays développés, émergents et industrialisés, suivent le modèle de Romer (1986).

Conclusion

Il va sans dire que le monde est témoin de la propagation de l'épidémie inhérente au virus Covid-19, et les mesures prises pour gérer sa crise par les différents acteurs du monde entier. C'est la plus difficile, la plus dangereuse qu'à connu notre génération et le plus grand défi pour l'Homme et sa survie.

L'Homme a subi lors du 20e siècle plusieurs chocs qui ont bouleversés son évolution, de la 1ère Guerre mondiale à la Grande Dépression de 1929, qui ont entraîné une perte massive de revenus, des taux de chômage record et de graves pénuries de production, en particulier dans les pays industrialisés, à la crise des prix du pétrole de 1973 qui a entraîné une forte inflation en raison de la forte hausse des prix de l'énergie, à la récession économique mondiale, qui a conduit à la crise asiatique de 1997, et à la crise économique de 2008 sans parler des crises sanitaires (la grippe espagnole en 1918, la grippe aviaire « H1N1 » entre 1997 et 2013, le syndrome respiratoire aigu sévère « SRAS » en 2003 et l'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest entre 2013 et 2016).

Dans un environnement de plus en plus complexe et en pleine mutation technologique, le capital humain joue un rôle déterminant dans la compétitivité des organisations et il est considéré autant comme un avantage concurrentiel. Cet avantage est source de réussite et de rivalité ; avoir à son actif immatériel un personnel bien

formé suscite l'intérêt des concurrents. Ainsi, au niveau des entreprises, un niveau élevé de compétence requiert une intention particulière car, la formation ne constitue pas qu'un outil de gestion du capital humain, mais, elle représente aussi un moyen de motivation et une source d'investissement.

La contribution du capital humain à la croissance économique est importante, mais elle reste une variable sous-estimée, car, elle est représentée par les dépenses en éducation et il faut intégrer l'état de santé et l'expérience professionnelle entre autres.

De façon directe ou indirecte, la pandémie du Covid 19 survenue en 2020 a gravement affecté la stabilité des emplois menaçant ainsi la durabilité et la qualité des ressources humaines (capital humain) sur le continent africain. Quoi qu'il en soit, malgré l'impact de la pandémie du Covid 19 sur le capital humain en Afrique, tout espoir est permis et un message puissant pour le monde et les décideurs politiques peut être encore délivré : celui d'investir dans l'Homme grâce à l'accès à une éducation de qualité, un emploi digne et un bon service de santé est désormais plus important que jamais.

La menace universelle causée par la pandémie de Covid-19 que vit le monde en 2020 est une épidémie qui a obligé les pays à prendre des mesures drastiques afin de limiter sa propagation et a imposé de nouvelles lois et a bloqué presque le monde entier. Les peuples ont suivi avec prudence et responsabilité un ensemble de décisions prises par les gouvernements afin de limiter la propagation du virus, en l'absence de tout traitement et remède, poussant les pays à revoir leurs stratégies, déterminer leurs priorités, leurs potentiels et leurs volontés à faire face à un ennemi invisible à l'œil nu, laisse dire si cette épidémie sera-t-elle une leçon pour le futur, une alerte pour se tourner vers le facteur humain et y investir.

Références

BARRO R-J., (1996). *Determinants of Economic Growth : A Cross-Country Empirical Study*, The MIT Press Books, National Bureau of Economic Research, Cambridge, 118 p. ;

- BECKER G-S., (1964). *Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis*, Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York, 187 p. ;
- BENASSY A. et al., (2004). « Politique économique », De Boeck, Bruxelles, pp. 348-426 ;
- BUSEMEYER M-R., (2016). « Formation du capital humain, croissance et inégalités », *Revue française des affaires sociales*, pp. 189-212. ;
- DJIOFACK, C., and al., (2020). « Évaluation de l'impact économique de la COVID-19 en Afrique subsaharienne : perspectives à partir d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC) », in *La COVID-19 dans les pays en développement*, CEPR/International Development Policy journal, 387 p. ;
- GAZIER B., (2004). *Les stratégies des ressources humaines*, La Découverte, Paris, 3^{ème} édition, 122 p. ;
- GILLET M. et GILLET P., (2010). *SIRH - Système d'information des ressources humaine, management sup, management - ressources humaines*, DUNOD, Paris, 262 p. ;
- JURCZENKO E., (2020). *Quel est l'impact du COVID-19 sur l'économie mondiale ?* ;
- LUCAS R. (1988). "On the mechanics of economic development", *Journal of Monetary Economics*, North-Holland, University of Chicago, N° 22, pp. 3-42.;
- MANKIW G-N., (2016). « Macroéconomie », traduction d'El Nablousi, J. C. 7^{ème} édition, De Boeck supérieur, pp. 248-325 ;
- LEMIRE L. et MARTEL G., (2007). *L'approche systémique de la gestion des ressources humaines*, Presses de l'Université du Québec, 406 p. ;
- Rapport de la Banque Mondial (2020). *Rapport de suivi de la situation économique au Maroc*, 48 p. ;
- Rapport de la Banque Mondial (2018). *Les filets sociaux en Afrique comment réaliser pleinement leur potentiel ?*, 421 p. ;
- Rapport Deloitte (2020). *Les Africains et l'épidémie de Covid-19*, 46 p. ;

- Rapport de l'OCDE, (2020). Coronavirus: l'économie mondiale menacée, Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, 19 p. ;
- Rapport de l'OCDE, (2007). Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparable dans le domaine de l'éducation : concepts, normes, définitions et classification, 136 p. ;
- Rapport de l'OCDE, (2001). L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation post obligatoires, Perspectives économiques de l'OCDE, N° 70, p. 183-204 ;
- Rapport de l'OIT, (2020). Une reprise aléatoire et inégale envisageable après une crise sans précédent du marché du travail, 7^{ème} édition, 37 p. ;
- Rapport du Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc et Banque mondiale (2020), impact social et économique de la crise du Covid-19 au Maroc, 19 p. ;
- PAUTREL X., (2001). « Formation dans la production, capital humain, innovation et croissance », Economie & prévision, N° 150-151, p. 171-185 ;
- ROMER P., (1986). « Increasing Returns and Long Run Growth », The Journal of Political Economy, Vol. 94, N°5, pp. 1002-1037 ;
- SAMUELSON P-A. et NORDHAUS W-D. (2000), Economie, Economica, 16^{ème} édition, 787 p. ;
- SCHULTZ T., (1961). "Investment in human capital", the American economic review, Vol. 51, N°1, pp. 1-17 ;
- STIGLITZ J. et al., (2007). Principes d'économie moderne, Broché, 190 p. ;
- VIGNOLLES B., (2012). « Le capital humain : du concept aux théories, Regards croisés sur l'économie », La Découverte, N° 12, p. 37-41 ;
- WILLIAMSON and al., (2008). Gestion des ressources humaines, Kindle Edition, TEARFUND, 118 p.